

plus grande concentration du secteur de la transformation, or il y existe déjà un haut niveau de concentration. Ainsi, le libre-échange, si paradoxal que cela paraisse, irait à l'encontre de la politique de concurrence que l'on a proposée et que le Parlement débattrait en 1976.

Il conviendrait également d'examiner les conséquences graves que cette politique aurait pour l'Agence d'examen de l'investissement étranger... mais laissons cette question de côté pour le moment.

Dans une économie comme celle du Canada, où les filiales de grandes compagnies sont très nombreuses, si l'on accroît la spécialisation dans la fabrication, la loi anti-trust des États-Unis constituera un obstacle encore plus grave, puisqu'elle s'applique aux filiales de compagnies américaines installées dans d'autres pays y compris le Canada. On dit que nous avons l'avantage en ce qui concerne les industries à haute technologie; pourtant, il suffit de parcourir les statistiques commerciales du Canada pour en douter. Ces industries ne font guère bonne figure sur les marchés étrangers, elles se maintiennent tout juste à flot, et encore, sur le marché intérieur.

Il ne faut pas oublier non plus qu'une baisse importante de l'emploi dans le secteur de la fabrication, compensée par une hausse rapide de l'emploi dans le secteur des services pourrait saper le potentiel de productivité de l'économie. En fait, il est possible que le gain de productivité initial que permettrait la spécialisation et que laissent prévoir les modèles de libre-échange pourrait être en fait entièrement annulé par une tendance générale à une baisse de croissance et de productivité. La restructuration industrielle massive qu'il faudrait entreprendre pour profiter au maximum du libre-échange ne pourrait pas se faire, je pense, de façon aussi ordonnée que le suppose le Conseil économique du Canada. A mon avis, ce ne serait pas possible, même avec une période d'ajustement relativement longue. A mon sens, pour discuter sérieusement du libre-échange, il faut l'envisager dans un contexte réaliste et se dire qu'il devrait être instauré simultanément par tous les pays industrialisés. Il serait impensable que le Canada agisse unilatéralement.

J'en reviens maintenant à la question du commerce entre le Canada et les pays industrialisés d'une part et les pays sous-développés d'autre part, car c'est certainement l'une des questions primordiales qui se pose actuellement à tous.

Voyons ce qu'il est advenu des économies du Tiers Monde ces dernières années. Les années 1970-1973 ont été favorables aux pays en voie de développement. La hausse des prix a stimulé l'exportation de matières premières et les gains ont augmenté de 25 p. 100 par an, tandis que les importations n'augmentaient que de 20 p. 100. Ainsi, tant les compagnies que le gouvernement de ces pays ont vu augmenter leurs revenus; mais en même temps, l'écart entre le revenu des pays du Tiers Monde et celui des pays industrialisés a continué à s'accroître, car 60 p. 100 des pays en voie de développement n'ont pu maintenir leurs taux de production agricole par habitant.

La production agricole a diminué, en dépit de la «révolution verte». Les nouveaux types de grains très améliorés ont besoin de plus d'eau, ce qui met ces sociétés encore plus à la merci du climat que jamais. Elles ont aussi besoin de plus d'engrais à base de pétrole, dont le prix a augmenté de 13 p. 100 par année de 1967 à 1972. Entre-temps, les pays avancés essayaient fébrilement d'augmenter leur propre production alimentaire, resserrant davantage le marché mondial de l'engrais. Les majorations de prix du pétrole de l'OPEP ont porté un autre dur coup à l'agriculture du tiers monde qui est de plus en plus mécanisée.

### Subsides

Ainsi, même dans les bonnes années, la production agricole du Tiers Monde n'a pas prospéré. Et la fabrication?

Ici, les chiffres montrent qu'il n'y a eu pratiquement aucun changement dans la situation relative réelle des pays en voie de développement sur le marché mondial. En 1960, ils accaparaient 6.7 p. 100 du total de la production manufacturière mondiale; en 1970, ils en étaient encore à 6.7 p. 100 et, en 1973, ils ont atteint 6.8 p. 100. Depuis, la récession actuelle a été désastreuse pour eux—le *Times* de New York a récemment établi leur déficit combiné au titre des paiements à 35 milliards de dollars pour 1975, et ils ont déjà perdu leur relèvement de 0.1 p. 100.

Mais ces chiffres, si mauvais soient-ils, sont en fait pires. La part d'industries lourdes du Tiers Monde est inférieure à 5 p. 100 et se résume en gros à quelques produits—vêtements, appareils électroniques destinés aux particuliers, chaussures—et quelques paradis où les salaires sont bas comme Taiwan, la Corée du Sud et Singapour. En outre, même durant les bonnes années, c'est-à-dire de 1971 à 1973, l'accumulation rapide de réserves au Tiers Monde n'a pas compensé les dettes externes de ce groupe de pays. Alors que les réserves sont passées de 1.8 milliard de dollars à 8.8 milliards de dollars, les dettes, pour leur part, ont augmenté de 7.9 milliards de dollars à 15.7 milliards de dollars.

● (0000)

En résumé, même dans les meilleures conditions, il n'y a eu aucune amélioration relative de la position du Tiers Monde sur les marchés agricole ou industriel du monde. Et il semble, en outre, que ces circonstances favorables ne se reproduiront plus dans un avenir prévisible. Encore une fois, ces pays connaîtront une baisse du niveau de vie par habitant.

Pourquoi les faits contredisent-ils ainsi la thèse Ricardo-Kissinger? Ma réponse s'appuie en grande partie sur le travail de certains économistes du Tiers Monde, en particulier Sami Amin. Sa théorie s'intitulait «le développement du sous-développement.» Selon elle, les formes actuelles de la croissance économique des pays pauvres ne peuvent qu'intensifier les conditions fondamentales de leur retard économique et, dans la conjoncture économique mondiale actuelle, la stratégie Kissinger ne pourra qu'institutionnaliser la position d'infériorité du Tiers Monde au sein de l'économie mondiale, au lieu de l'abolir. Cela pourrait se révéler désastreux pour tout le monde libre.

Prenons comme exemple le Gabon. Son revenu par habitant à l'heure actuelle est environ l'équivalent de ce qu'il était en France en 1900, mais sa position est nettement différente. La France possédait alors une infrastructure capitaliste développée dans laquelle la croissance entraînait la croissance et elle rivalisait sur un marché mondial qui n'était pas entièrement développé. Le Gabon, d'autre part, est un pays sous-développé et développé à la fois, où les «ramifications» de la croissance intérieure sont limitées de façon systématique et sur le plan structurel, et dont le destin est déterminé par une division internationale de la main-d'œuvre qui désavantage ce pays.

Entrons un peu dans les détails. Dans les pays en voie de développement, il existe de grandes réserves de main-d'œuvre, dans les régions rurales ou les villes délabrées, où nous, touristes, nous cachons dans les hôtels ou sur les plages pour ne pas être vus. Ce chômage massif s'est accru dans des conditions d'«urbanisation sans industrialisation», ce qui signifie que les salaires sont bas. En Europe, lorsque les pays sont passés au régime capitaliste, les artisans qui se sont vu démunir par les nouvelles techniques sont deve-